HAL open science

Chinois de Guyane et de Martinique : des mobilités sans cesse retravaillées

Isabelle Dubost

To cite this version:

Isabelle Dubost. Chinois de Guyane et de Martinique : des mobilités sans cesse retravaillées. Recherches Haïtiano-Antillaises, 2019, LES MIGRATIONS ET LA CARAIBE: (DES)ANCRAGES, MOUVEMENTS ET CONTRAINTES, 8. hal-02305094

HAL Id: hal-02305094

https://hal.science/hal-02305094

Submitted on 3 Feb 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Chinois de Guyane et de Martinique : des mobilités sans cesse retravaillées

Isabelle Dubost

Surinam, Guyane, Martinique… îles de la Caraïbe, Réunion, Chine… Tel est le territoire de circulation et d'échanges que construisent les Chinois[1] de Guyane et de Martinique, qu'ils soient Hakkas originaires de Canton, implantés depuis les années 1920-1930, ou Zhejiang émigrés depuis les années 1970-1995. Tous, ils ont eu ou élaborent encore des mobilités sans cesse retravaillées autour de projets économiques et familiaux. Mobilité qui se décline sous trois facettes. La première est celle de la migration initiale, marquant le départ du pays d'origine vers des horizons qui n'étaient pas toujours connus mais qui devaient répondre à la promesse d'une vie meilleure, via parfois des étapes dans certains pays. La seconde est celle de la circulation dans l'espace d'accueil, Caraïbe-Amériques mais aussi au-delà, parfois pour tester de nouveaux espaces de conquête commerciale. Enfin, la troisième facette est celle des échanges entretenus avec la Chine par le biais de déplacements familiaux et/ou économiques ou bien simplement fantasmés, tel un objectif à atteindre.

[1] Le choix a été fait de retenir cette catégorie englobante Chinois pour désigner toutes les personnes d'origine chinoise, qu'elles soient de nationalité chinoise ou française. Cependant, entre assignation extérieure qui peut paraître stigmatisante et endodésignation liée au sentiment d'appartenance, cette catégorie Chinois recouvre un large spectre de significations dont les usages n'ont ni la même portée ni le même sens selon les contextes et les locuteurs. En effet, des variations apparaissent selon les générations, l'ancrage et l'investissement sur les territoires observés… Bien que des recherches se poursuivent quant à cette question d'autodésignation des acteurs de la migration chinoise, signalons quand même ici que des interlocuteurs rencontrés se désignent plutôt comme des Guyanais ou Martiniquais, Français et Chinois pour ceux dont les familles sont établies depuis longtemps, les trois appartenances étant revendiquées, mais non de manière équivalente ; ou bien plutôt Chinois pour les jeunes du Zhejiang nés en Martinique ou en Guyane dont les parents ont migré.

La mobilité peut être effective, déroulée sur plusieurs générations ou bien être imaginée pour un futur non dicible. Toujours est-il que les circulations élaborées depuis la fin du XIXe siècle avec la première immigration chinoise par le biais des « engagés », puis l'immigration hakka et, enfin, celle du Zhejiang sont variables selon les époques, les générations et les évènements mais aussi selon les origines des migrants. Elles se redessinent sans fin selon les temporalités, les désirs et les exigences. Ici, maintenant, peut-être ailleurs demain, autre part dans l'envie, en déplacement régulier ou non, telles sont ces mobilités. Mais comment rendre compte des différentes modalités de circulation et d'échanges, et aussi de ce qui les sous-tend, à savoir ce jeu social, relationnel et économique entretenu grâce à des réseaux mis en place dans de tels espaces ? Car, en effet, ce maillage territorial ne saurait exister sans les trames tissées à partir des réseaux ethniques, familiaux, amicaux ou de voisinage.

Nous tenterons de décrypter ce maillage pourtant difficile à déceler. En effet, les Chinois sont peu enclins à relater leur histoire migratoire, que ce soit à l'anthropologue ou simplement aux membres de leur famille qui, de fait, demeure pour beaucoup fragmentaire, faute de transmission d'une génération à une autre, l'oubli ou le renoncement cédant la place à un être ici dans le temps présent, ancrage du moment. Malgré cet indicible de l'origine et du déroulement précis des mobilités familiales, il est possible de repérer des itinéraires qui ont des points de reconnaissance collective et qui construisent dès lors une mémoire des lieux faisant territoire. On se souvient de tel ou tel espace sillonné ou investi par un membre de la famille, rarement dans un déroulement ou une chronologie précise. Toujours est-il que le travail de l'anthropologue consiste alors à retracer ces différents parcours en collectant les récits et en croisant ces cartographies du déplacement. Ainsi, cet article rend-il compte d'une recherche exploratoire de ce processus, désireux que nous sommes de « prendre au sérieux les narrations que font les migrants de leurs parcours et qui mêlent à l'ici, où l'on est aujourd'hui, et au là-bas, d'où l'on vient, un entre-deux, qui ne finit pas de joindre ces deux bouts de trajectoire » (Tarrius, 1993 : 52).

Dans un premier temps, l'histoire de la migration nous permettra de saisir la pluralité des mobilités initiales selon différentes périodes, pour nous intéresser ensuite à des circulations qu'elles soient familiales ou économiques. Nous prendrons pour exemple des trajectoires générationnelles afin de saisir la variabilité des mobilités

déployées dans des territoires qui s'imbriquent et font sens, dessinant des « territoires circulatoires, productions de mémoires collectives et de pratiques d'échanges sans cesse plus amples, où valeurs éthiques et économiques spécifiques créent une culture et différencient des populations sédentaires » (*ibid.* : 53). Ces hommes et ces femmes en mobilité inventent des territoires qui s'emboîtent avec des pôles de dispersion précis et une centralité qui est la Guyane.

CIRCULATION MIGRATOIRE

Histoire de la migration

Les premiers Chinois viennent dans le cadre de l'engagisme (Dubost, 2010), ce processus d'immigration instauré par l'État français[2] afin de suppléer au déficit de main-d'œuvre suite à l'abolition de l'esclavage. Ainsi « le gouvernement adopte – à la satisfaction des grands planteurs – les décrets du 13 février et du 22 mars 1852 portant sur les "engagements" dans les colonies antillaises de travailleurs sous contrat, venus principalement d'Afrique noire, de Chine et surtout d'Inde » (Giraud *et al.*, 2009 : 175). C'est ainsi qu'en Martinique, 978 Chinois transportés dans trois convois entre 1859 et 1860 travailleront dans les plantations ou seront utilisés dans « toute espèce de travaux » (Cardin, Cuche, 2006 : 172). Ces contrats d'une durée de huit ans stipulaient que les engagés pouvaient bénéficier d'un rapatriement à leurs frais. Un seul en bénéficia (Cardin, 1990 : 41). En 1860, 100 personnes débarquent en Guyane pour travailler sur les plantations et dans les gisements aurifères de l'Oyapock, en provenance de Martinique où ils n'ont pas trouvé d'engagement (Dubost, 2016). Ils mourront sans avoir revu la Chine. Ces premières immigrations sont constitutives du *coolie trade*[3], qui a conduit « des ouvriers agricoles sans emploi et des paysans ruinés par une profonde crise économique et politique […] à émigrer vers les colonies européennes du Sud-Est asiatique, les îles sucrières des Caraïbes, du Pacifique et de l'océan Indien, l'Amérique du Nord […], l'Amérique latine » (Ma Mung, 2012 : 54). L'engagisme devint donc le premier maillon de l'immigration chinoise même si une première tentative d'importation de main-d'œuvre agricole est attestée dès 1821

[2] Ce système a également existé à Cuba, à Trinidad, au Pérou…
[3] Traite des « coolies ». Ce terme vient de *Ku li*, signifiant en chinois « rude, pénible » ; il « désigne les travailleurs assignés aux tâches les plus difficiles » (Ma Mung, 2012 : 54).

à Kaw, en Guyane. Ces quelques Chinois seront rapatriés (Mam Lam Fouck, 1999 ; Chan, 2007). La politique de migration est fort différente entre les deux colonies. En effet, l'État est dans une perspective de peuplement du vaste territoire guyanais, tandis que c'est sous la pression des planteurs qu'est mis en place l'engagisme à la Martinique[4].

Le second maillon de cette immigration date de la première moitié du XXe siècle. Les histoires fondatrices sont difficiles à retracer car elles sont racontées de manière fragmentaire, sans date précise, aucun membre de la famille n'étant dépositaire d'une mémoire collective. C'est alors un puzzle qu'il faut reconstituer, croisant les récits de ceux qui ont partagé la même époque pour comprendre l'arrivée des pionniers. Ceux-ci sont des agriculteurs hakkas qui quittent la province du Guangdong, les villages aux alentours de Shenzhen plus précisément, point de départ de la dispersion de l'immigration chinoise. Ils s'installent en Guyane avant d'aller en Martinique pour certains, d'autres transitant d'abord par le Surinam car « *selon les anciens, des Chinois ont traversé le fleuve Maroni pour aller à Saint-Laurent* »[5], voire le Guyana. Trois cousins âgés d'une vingtaine d'années arrivent en Guyane en 1907, « *ils ont quitté la Chine pour chercher la fortune* ». Mais c'est surtout autour des années 1920-1930 que cette immigration prend forme, s'inscrivant ainsi dans le vaste mouvement migratoire des Hakkas vers les Amériques, l'Asie du Sud-Est, le Pacifique. Tel informateur parle de sa famille : un oncle est arrivé dans les années 1920 et s'est installé à Cayenne où il tenait une épicerie, son père l'a rejoint en 1936, puis sa mère, restée au pays, en 1951. Mais l'histoire ne débute pas à Cayenne puisque le grand-père était parti travailler au Panama comme ouvrier, avant d'y créer un commerce puis de retourner vivre en Chine. Tel autre raconte que c'est son arrière-grand-père qui est venu au Surinam faire de la riziculture puis, après quelques allers et retours, est reparti définitivement en Chine où étaient restés femme et enfants. C'est ensuite au tour de son grand-père de venir en Guyane. Trois Hakkas originaires de Shenzhen débarquent à la Martinique dans les années 1920, incitant par la suite d'autres personnes de leur village à venir. Une dizaine de Chinois s'installent ainsi sur l'île autour de 1930. Certains vont d'ailleurs transiter par la Guyane. Ils sont pour la plupart apparentés, ce qui permet de tisser des liens forts entre eux, les uns

[4] Cf. sur ce sujet C. Flory (2015).
[5] Les citations des informateurs sont entre guillemets.

travaillant chez les autres, le temps d'apprendre le métier de commerçant avant d'ouvrir son propre négoce : « *c'était des gens issus de la pauvreté* [...] *ils étaient tous vraiment unis* ».

Le troisième maillon de l'immigration en provenance du Zhejiang date des années 1970-1980 pour la Guyane et des années 1990 pour la Martinique. Quelques Chinois s'installent en Guyane, durant les années 1950-1970, fuyant la Chine communiste. Durant plus d'une décennie, des Chinois migrent également d'Albina, au Surinam, pays en proie à la guerre civile (1986-1992) vers Saint-Laurent (Piantoni, 2002), avant de partir pour les États-Unis ou de retourner en Chine, selon des informateurs. L'un des deux premiers migrants originaires de cette province du Zhejiang, Shung Hua[6], a eu un rôle important en Guyane. Il crée une filière d'immigration grâce à laquelle environ 300 personnes migrent. Originaire de Qingtian près de Whenzhou, il incite des « *camarades d'école* » à le rejoindre. Une dizaine d'amis vont ainsi franchir le pas, entraînant dans leur sillage d'autres membres de leur famille. Cependant, afin de rembourser le voyage, ils sont obligés de travailler durant plusieurs années dans son entreprise d'import de marchandises destinées aux bazars ou dans plusieurs bazars qu'il détient. Selon un contrat tacite, s'ils souhaitent se mettre à leur compte, un prêt leur est accordé en échange de l'exclusivité de l'approvisionnement auprès de Shung Hua. Parmi ces originaires du Zhejiang, certains s'installent ensuite en Martinique, poursuivant la même activité économique. Quelques Hakkas de Canton viennent également en Martinique dans les années 1970-1980 après une halte en Guyane. Des Cantonnais et des Hakkas de Hong Kong viennent à la même époque pour travailler dans la restauration.

Ainsi, tout au long du XXe siècle, ce sont des Hakkas du Guangdong, de petits paysans en quête d'une vie meilleure, des Qingtians commerçants du Zhejiang, des Cantonnais et des Hakkas de Hong Kong, pour la plupart restaurateurs, qui tous ensemble inventent des territoires de circulation et de vie, découvrant souvent de nouveaux métiers. Un flux continu alimente cette implantation chinoise par la venue de membres de la famille sollicités pour travailler dans les boutiques ou par le biais du regroupement familial. Celui-ci peut être réalisé après de nombreuses années de séparation. D'abord implantés en Guyane, certains partent ensuite tenter leur chance à la Martinique. C'est ainsi que la Guyane est devenue une

[6] Afin de préserver l'anonymat de nos informateurs, les véritables noms ne sont pas cités.

escale incontournable pour bon nombre de Chinois. Le temps de transit est variable, de quelques années à des périodes fort longues. Et, nouveauté, une famille du Zhejiang ayant transité par Paris s'est installée à Fort-de-France depuis peu.

Des circulations entre projet collectif et individuel

« Le projet migratoire en tant que projection dans le futur est une façon d'organiser et surtout d'imaginer l'avenir » (Ma Mung, 2009a : 34). Se référer ainsi à cette notion ouvre des perspectives loin de stricts déterminismes (causes des départs, effets…) pour appréhender la démarche migratoire, tant individuelle que collective. Le regard porté sur la migration est alors orienté vers le migrant comme acteur porteur d'une « intention » qui agit pour lui, sa famille, son groupe d'appartenance comme on peut le voir avec ces migrations chinoises en Guyane et Martinique. Mais pour E. Ma Mung, cette notion de « projet migratoire » doit être assortie de celle de « création migratoire ». Et, plus précisément, elle est indissociable de celle de « mondes migratoires », ces univers sociaux et territoriaux ainsi produits dans la migration. Car « cette création migratoire est création d'univers de représentations, de normes, de codes, propres aux migrants qui diffèrent, du fait de leur engagement dans la migration, de ceux des sociétés d'origine et de départ » (*ibid*., 35). Pour autant, vouloir partir c'est aussi penser et arranger les « contraintes et les opportunités de mouvement comme univers prédisposé à réaliser la migration », c'est pourquoi les « migrants engrangent et capitalisent les expériences, les savoirs (informations, réseaux sociaux, itinéraires) qui permettent la transformation du monde et du projet. En sorte que le projet migratoire est sans cesse alimenté par l'acte migratoire » (*ibid*., 35).

Migrer c'est aussi être en permanence dans le réaménagement, l'adaptation à une nouvelle donne économique, ce qui caractérise bien ces Chinois qui nous intéressent ici, qui structurent leurs mondes – qu'il soit Hakka ou Zhejiang – autour du commerce. Et cette notion de projet migratoire permet de « comprendre les logiques "d'être en relation" et de "nouer des relations" dans un espace de circulation où s'exerce le jeu entre territoires des ancrages et territoires des circulations » (Berthomière, Hily, 2006 : 67).

L'initiative qui nous intéresse ici est à la fois individuelle et collective. Certes, la décision de partir est le choix d'un individu mais il impacte la famille et son environnement. En effet, ce sont des

hommes seuls qui rejoignent parfois un membre de la famille déjà installé. Ce dernier va faciliter l'arrivée et l'installation, offrant gîte et travail au sein de son entreprise, jusqu'au moment où le nouveau venu crée sa propre structure, s'adaptant à des configurations économiques et sociales très mouvantes en Guyane et en Martinique, territoires d'un changement social parfois radical[7].

Décryptons un projet migratoire afin de comprendre ces temporalités si différentes dans des circulations qui sont réorientées selon les nécessités, selon les échanges.

Le projet migratoire de Joseph[8] en Guyane est fortement lié aux évènements politiques en Chine et révèle un très fort attachement aux valeurs de sa culture d'origine. Ce Hakka est né à Canton en 1950 et sa sœur en 1948. En famille, ils s'installent dans les années 1960 à Hong Kong où il fait ses études, complétées par un cursus en Angleterre puis un master en chimie au Canada où il est recruté comme ingénieur dans une multinationale[9]. Il y rencontre sa femme, cantonaise née à Hong Kong, avec laquelle il a deux enfants. Installés au Canada, Joseph exerce son métier d'ingénieur et son épouse celui de comptable. Ses beaux-parents sont retournés passer leur retraite à Hong Kong avec une de ses belles-sœurs, tandis que l'autre reste à Toronto. Quant à lui, son histoire familiale est plus complexe. Son grand-père originaire de Shenzhen est arrivé en 1907 à l'âge de 20 ans environ avec ses deux cousins. Souhaitant devenir chercheur d'or, il s'installe à Mana, mais très vite il se convertit dans le commerce d'avitaillement pour les orpailleurs puis ensuite ouvre une épicerie à Saint-Laurent, avant de se mettre à son compte à Cayenne en tant que grossiste-importateur, le premier sur la place. Son affaire prend vite de l'ampleur. Son épouse et ses deux enfants, le père de Joseph et l'oncle de ce dernier, sont restés en Chine[10]. Il vit, par ailleurs, avec une Chinoise d'origine surinamienne à Saint-Laurent, avec laquelle il ouvre sa boutique. Cinq enfants naissent de cette union. Ceux-ci font plus tard des études à Shanghai et à Hong Kong[11]. Estimant que le

[7] Que l'on se souvienne du vaste mouvement social de 2009 qui a touché les territoires de l'outre-mer français.

[8] Il n'est pas rare que les Chinois aient deux prénoms dont un français.

[9] Sa sœur poursuit, quant à elle, ses études en microbiologie aux États-Unis avant de revenir au Canada.

[10] Sa première femme ne viendra jamais en Guyane. Il subvenait aux besoins de cette famille et sa femme travaillait dans les champs.

[11] « *Il n'y a pas de problèmes entre les deux branches familiales* », les enfants nés en Guyane sont accueillis par la famille restée en Chine. L'un devient professeur de

marché économique est saturé en Guyane, il part à Hong Kong pour ouvrir une société de transfert de remises des Chinois de Guyane vers Shenzhen. En trois ans, il fait faillite et retourne en Guyane où il tombe gravement malade, mourant en 1940. Durant son absence, un membre de sa famille a géré au plus mal sa société. Ruiné, il demande alors à son fils, le père de Joseph, de venir s'occuper de celle-ci « *comme c'est la tradition* ». Celui-ci refuse, c'est alors son frère qui part en Guyane et qui gère l'entreprise, jusqu'à sa mort trois ans plus tard.

Le père de Joseph resté en Chine a fait l'école de la marine marchande puis a suivi des études de droit à Shanghai et en France. Il retourne en Chine où il s'installe comme avocat à Canton. Conseiller du gouvernement de Canton, il devient par la suite professeur de droit international à l'université. L'avènement du communisme va bouleverser son destin. Durant la Révolution culturelle, il est interné deux ans en camp de rééducation avec sa femme alors que les enfants, restés à Canton, sont pris en charge par la famille. À la suite de graves ennuis de santé, l'État chinois laisse partir le couple à Hong Kong où l'épouse a de la famille. Ils y enseignent tous deux dans un lycée. Refusant dans un premier temps de prendre la direction de la société familiale d'import-export lorsque son frère meurt, il donne procuration à son demi-frère. Malheureusement sous la direction de ce dernier, celle-ci périclite. En 1965, âgé de 60 ans, il prend alors la décision de partir, laissant sa femme et ses deux enfants à Hong Kong. Il se fâche avec son demi-frère qui part travailler chez un concurrent. Sa femme le rejoint en 1967, toutefois, Joseph et sa sœur restent en Chine, poursuivant par la suite leurs études dans d'autres pays.

Les parents de Joseph, âgés et malades, requièrent sa présence afin de reprendre l'entreprise. Ils meurent au début des années 1980. Prenant un congé, il vient seul en Guyane en 1979 pour évaluer celle-ci dans l'idée de la vendre. Licencié par la suite par son employeur à Toronto, il décide alors de s'occuper de son patrimoine. Sa femme le rejoint et ensemble ils vont redresser ce commerce pour en faire un fleuron de l'import en Guyane. Leurs deux enfants font des études durant cette période. Leur fille formée en science politique et en gestion à Paris part travailler en Angleterre puis en France. Elle n'a aucun projet de vivre en Guyane. Leur fils ingénieur, après des études en France, obtient un poste à Hong Kong. Cependant, pour perpétuer

---

médecine à Pékin. Les parcours des deux épouses ne se sont jamais croisés même si des liens entre les enfants ont été tissés.

la tradition familiale, il s'installe à Cayenne pour reprendre le flambeau, sans regret pour une carrière d'ingénieur, puisque Joseph souhaite se retirer des affaires.

Ce récit est exemplaire à plus d'un titre. Il montre la circulation en Chine et à Hong Kong suivant les aléas politiques, mettant en évidence des fractures familiales intenses, les enfants étant régulièrement séparés de leurs parents, et ce sur plusieurs générations. Il montre aussi comment les structures familiales se construisent dans la migration, le grand-père de Joseph ayant une épouse qui reste au pays avec les enfants, tandis qu'il vit avec une concubine, les enfants issus de ces deux unions se rencontrent et croisent leur destinée parfois au sein de l'entreprise familiale[12]. Chacune des femmes a un espace de vie propre en corrélation avec les deux espaces de circulation du grand-père. Enfin, on découvre à quel point l'entreprise familiale est l'ancrage qui ordonnance les mobilités. Le respect dû au père et au fruit de son travail oblige, sur trois générations, les fils à prendre la relève, même s'ils avaient imaginé un tout autre avenir. Les compétences commerciales s'acquièrent dans l'action sans avoir fait de formation spécifique. Par ailleurs, les études sont envisagées dans une perspective de mobilité puisque Joseph circule de Hong Kong à l'Angleterre puis au Canada, sa sœur de Hong Kong aux États-Unis puis au Canada, enfin, ses enfants du Canada à la France pour l'une et pour le fils du Canada à la France puis à Hong Kong pour y travailler, avant de s'installer en Guyane. Partie de Chine pour tenter de faire fortune en Guyane au début du XXe siècle, cette famille malgré des échecs et des difficultés nécessitant des réaménagements de dispositifs économiques, a su construire une belle réussite économique avec la constitution d'un groupe commercial important à l'échelle de ce territoire, employant une cinquantaine de personnes. Il aura fallu trois générations et de nombreuses circonvolutions autour de la Guyane pour que le vœu du pionnier se concrétise, ancrant, qui plus est, la famille à la fois dans le monde chinois et le monde guyanais. En effet, Joseph a eu de nombreuses responsabilités au sein de l'association chinoise, ainsi que sa femme, et il est aussi élu à la Chambre de commerce. En trente ans, succédant à son grand-père et à son père, il a tissé des liens, créé et entretenu des réseaux professionnels, d'entraide aussi via l'association. Il est bien l'acteur de son destin à travers son propre projet migratoire nourri de celui de ses ancêtres, capitalisant

[12] Même si un conflit entraîne deux protagonistes jusqu'au tribunal.

ainsi des expériences et des savoirs pour reprendre l'expression d'E. Ma Mung.

On peut multiplier à l'envi les récits de ces projets migratoires. Tel autre Chinois, originaire de Shenzhen, part en 1923 avec son oncle ayant déjà une boutique en Guyane. Ils séjournent six mois au Surinam[13] avant de s'installer à Saint-Laurent puis à Mana et enfin à Cayenne où vit déjà une tante. Un oncle vit en Indonésie, à Sumatra, tandis qu'un autre séjourne à cette époque au Panama. En 1932, il retourne en Chine pour se marier. Il y reste six mois, laissant sa jeune épouse enceinte, tandis que lui s'aventure en Martinique, après une nouvelle escale en Guyane. Il travaille pour un commerçant chinois à Saint-Pierre puis s'installe à son compte à Fort-de-France. Il essaie de faire venir en vain son épouse qui meurt en Chine, laissant un fils. Il a une relation avec une Martiniquaise avec laquelle il a un fils qu'il envoie à Trinidad chez son frère pendant dix ans. Pendant le régime de Vichy[14], il part le rejoindre puis revient à la Martinique où ce fils viendra à son tour à la fin des années 1960. En 1951, il accueille une seconde épouse venant de Chine avec laquelle il aura six enfants. Celle-ci, souhaitant offrir une éducation chinoise à ses enfants, les emmène à Hong Kong pour y étudier, laissant un fils et une fille avec leur père, lesquels épousent des Martiniquais. En 1973, il repart pour la première fois en Chine et fait la connaissance de son premier fils. En deux générations, cette famille a constitué un important patrimoine économique tout en jouant un rôle fédérateur organisant des rencontres entre Chinois. Et, pourtant, beaucoup de souffrance émaille ces différents récits reconstitués, liée aux séparations, à la non-reconnaissance d'enfants restés en Chine ou de ceux nés métis. Tous ces espaces foulés par des générations de Chinois de Martinique et de Guyane s'articulent entre eux, formant territoire grâce à ces projets migratoires.

TERRITOIRES CIRCULATOIRES DES CHINOIS

Le territoire, concept en pleine redéfinition du fait même des transformations sociales entraînées par la globalisation et les migrations, peut être compris de diverses manières. La première,

[13] Où son oncle avait également un commerce.

[14] Durant cette période, l'amiral Robert, haut-commissaire du gouvernement aux Antilles, applique les directives de Vichy, tandis que la flotte américaine fait blocus autour de l'île entraînant une situation économique difficile.

classique, fait référence à un espace approprié par un groupe social qui serait fixe et entretenu par des actions et des représentations, la deuxième, récente, propose une vision plus réticulaire reposant sur la notion de territoires multisitués (Cortès, Pesche, 2013) ; tandis qu'une troisième acception propose la notion de « territoires circulatoires » (Tarrius, 2010). Pour reprendre G. Cortès et D. Pesche (2013 : 289), le territoire serait « un espace uni-localisé, contigu et délimité » ou bien « espace de multilocalisation, de discontinuités, de dispersion et d'interactions entre lieux » et le « territoire multisitué se construit, se lit, se décrypte à la façon d'un kaléidoscope, c'est-à-dire dans la pluralité et la variation de la situation relative et relationnelle de chacun des lieux et des réseaux qui le constituent » (*ibid.* : 290). L'idée intéressante est celle de « l'attachement croisé entre des lieux, au-delà des trajectoires spécifiques des individus qui contribuent à les relier » (*ibid.* : 291).

Il nous semble que la notion de « territoire circulatoire » est pourtant plus appropriée pour comprendre cette circulation chinoise. Pour reprendre A. Tarrius (1993 : 53) : « cette notion constate une certaine socialisation des espaces supports aux déplacements. Les individus se reconnaissent à l'intérieur des espaces qu'ils investissent ou traversent au cours d'une histoire commune de la migration, initiatrice d'un lien social original. Ces espaces offrent les ressources symboliques et factuelles du *territoire* ». Ceux-ci font sens et c'est ainsi que sont identifiés « des territoires circulatoires transnationaux de haute cohérence sociale » (Tarrius, 2010 : 64).

Qu'est-ce qui relie la Martinique et la Guyane et d'autres espaces de la Caraïbe, voire bien au-delà, pour devenir des territoires de circulation et d'échanges ? Selon quelles échelles spatiales et temporelles ? C'est cette question qui fait qu'une recherche anthropologique qui était focalisée sur la présence chinoise à la Martinique s'est démultipliée. En effet, nos recherches qui portent tant sur les « Syriens »[15] que sur les Chinois à la Martinique nous ont amené en Guyane puisque tous les migrants et descendants de ces pionniers du début du XXe siècle nous parlaient d'une installation familiale ou d'une étape là-bas. Dès lors, s'est imposée la nécessité de déplacer des enquêtes de terrain afin de suivre et de comprendre les pérégrinations des uns et des autres selon des périodes bien précises, liées à des choix générationnels. C'est ainsi que les mondes chinois et

[15] Terme générique utilisé à la Martinique pour désigner les populations d'origine syrienne, libanaise et palestinienne.

libanais en Guyane mais aussi chinois et « syrien » à la Martinique ont été soumis au jeu croisé de l'analyse. Ce travail comparatif fondé sur des espaces d'observation différents fait référence à une démarche d'ethnographie multisituée qui postule que « les objets de l'ethnographie doivent maintenant être conçus dans des espaces discontinus et plus fragmentés » (Marcus, 2002 : 7).

Ces populations arrivées dans les années 1920-1930 qui ont investi dans le commerce mais dans des registres séparés (épiceries et bazars pour les Chinois, boutiques pour la maison pour les originaires du Proche-Orient) partagent ces mêmes agencements de mobilités entre Guyane et Martinique. Il s'avère pourtant que ce territoire circulatoire fait sens autour de pôles de dispersion précis, soulignant par là la centralité de la Guyane, véritable ancrage historique au cœur de ces mouvements. Ainsi construits, les espaces investis s'enchevêtrent, s'emboîtent dans un mouvement pour se recréer dans d'autres temporalités.

Enchevêtrement circulatoire et dispositifs économiques

La mobilité initialement pensée comme accès à une vie meilleure se réinvente selon les opportunités économiques utilisant l'espace comme une ressource. Elle se décline selon les générations autour de dispositifs commerciaux mis en place successivement afin de répondre à une demande de clientèle. Corrélativement, le commerce devient un identifiant collectif. C'est ainsi que ces circulations se déploient sur différentes échelles, qu'elles soient locale – de commune à commune – caribéenne, nationale, voire dans une dimension « d'outre-mer » français, et enfin internationale, la Chine étant alors le point central. Ces espaces ainsi sillonnés, formant un tout enchevêtré, se transforment en territoires de circulation, donnant du sens à la vie de nombreuses familles grâce à des liens tissés à travers des réseaux familiaux, amicaux et professionnels.

Des circulations s'opèrent de commune en commune selon les opportunités économiques à créer. Dans les années 1920, des Hakkas vont s'installer en Guyane au plus près des orpailleurs ouvrant des comptoirs commerciaux à Mana, à Saint-Laurent. Puis lorsque la ruée vers l'or se tarit, ils se déplacent vers Cayenne et ensuite dans d'autres communes comme Kourou. À la Martinique, les premiers migrants investissent Saint-Pierre, alors capitale économique de l'île, mais nombreux sont ceux qui périrent à la suite de l'éruption de la montagne Pelée en 1902. Fort-de-France devient alors le nouveau

centre pour les Chinois. On raconte l'histoire d'un Chinois, ancien engagé, qui n'était pas sur place lors de ce drame et qui a pu récupérer les marchandises d'un bateau arrivé peu de temps après, les commanditaires chinois étant décédés, ce qui lui a permis de s'installer à Fort-de-France en bord de mer, y ouvrant le premier commerce chinois. On observe aujourd'hui le mouvement inverse puisque les Chinois ouvrent des commerces dans les communes, se rapprochant au plus près de la clientèle, s'agissant surtout des originaires du Zhejiang. Cette circulation locale suit donc des impératifs économiques et une temporalité. Au début du XXe siècle, il s'agit d'être là où il est possible de créer des comptoirs dans des zones aurifères en Guyane où n'existaient pas de structures commerciales et de se déplacer dès lors que la situation de l'orpaillage se dégrade (Régina, Mana puis Saint-Laurent). Un événement comme l'éruption du volcan entraîne un réaménagement du dispositif commercial. Mais il peut s'agir aussi simplement de la nécessité d'élargir le périmètre économique dans un double mouvement. Tout d'abord, lorsque la famille s'agrandit, il est fréquent que de nouvelles structures soient créées afin qu'un couple nouvellement uni puisse avoir un espace de travail et assurer le devenir de sa filiation[16]. Ensuite, ouvrir de nouvelles boutiques permet de tisser un maillage économique susceptible d'apporter plus de rentabilité. On teste mais si l'échec survient, un espace de vente est aussitôt fermé et recréé ailleurs. Ainsi, telle famille du Zhejiang en provenance de Guyane a ouvert son premier bazar à Fort-de-France puis un second à Rivière-Salée en même temps qu'au Marin, deux frères s'occupant de ces structures délocalisées. Celle du Marin a fermé faute de rentabilité, une autre plus grande que la précédente a vu le jour à Fort-de-France. Ces réaménagements sont réalisés rapidement.

À l'échelle caribéenne, ces circulations ont une centralité qui est la Guyane. Plusieurs générations de Chinois ont arpenté ce territoire comme une première étape, voire une installation à plus long terme. On peut s'interroger quant à un accès qui serait plus aisé en provenance de l'étranger. Le Suriname offre aussi des opportunités d'arrivée ou de transit. D'une part, la communauté chinoise très importante et très structurée a pu offrir par le passé une aide aux nouveaux arrivants[17]. D'autre part, Paramaribo n'est séparée que par

[16] Même si, bien souvent, de nouveaux snacks ou bazars sont affiliés à une structure mère détenue par les parents.
[17] Comme a pu la décrire Paul B. Tjon Sie Fat (2009).

le fleuve Maroni, passage frontalier avec la Guyane[18]. Aujourd'hui, les échanges avec les Chinois du Suriname sont d'ordre diasporique puisque ceux de Guyane sont invités lors des commémorations d'arrivée des Chinois dans ce pays. Ils sont également conviés à des échanges sportifs. De plus, il existe un consulat chinois qui envoie régulièrement des émissaires en Guyane afin d'obtenir des passeports ou des visas pour la Chine[19]. C'est donc aussi à partir de la Guyane que des Chinois vont essaimer à la Martinique, au Panama ou à Trinidad par le passé, comme nous avons pu le voir.

La circulation vers la France hexagonale est surtout commerciale, du fait de la présence de fournisseurs à Aubervilliers plus précisément. Des Chinois investissent aussi dans l'immobilier et dans d'autres structures comme des sociétés d'import-export entre la Chine et Paris. Faire des affaires est un argument pour envoyer ses enfants poursuivre des études, voire y travailler, puisque, bien souvent, un appartement est mis à leur disposition. La région parisienne est pensée comme un lieu potentiel de vie comme en atteste l'appellation « La Petite Cayenne », qui désigne un quartier d'Ivry investi par des Chinois hakkas de Guyane qui, entre amis, ont décidé d'acheter des maisons et se retrouver ainsi pour partager leur retraite. La France est aussi le lieu où sont travaillés et revitalisés les réseaux professionnels ou d'amitié avec d'autres Chinois, avec le monde des affaires, parfois aussi le monde politique[20]. Des expériences commerciales ont également été menées à la Réunion à partir de la Guyane.

Une famille du Zhejiang vivant en Guyane, celle de Shung Hua déjà citée, a circulé dans la plupart des pôles de dispersion sur quatre générations à la recherche d'opportunités économiques : Suriname, Guyane, Paris, la Réunion et la Chine. La boucle est bouclée puisque Shung Hua est retourné vivre en Chine, devenant un dignitaire du régime. Sa femme, toujours en Guyane, hésite encore quant à un retour. Ces pôles de dispersion enchevêtrés sont sans cesse retravaillés. Des circulations s'opèrent de l'un à l'autre avec des allers-retours. Ainsi, après la Réunion, le pôle investi fut Paris à partir duquel des affaires ont été réalisées avec le pays d'origine.

---

[18] Il existe une tradition d'échanges entre ces deux pays comme a pu le montrer M. Laëthier (2011), à propos des Haïtiens qui franchissent la frontière pour commercer ou trouver du travail.

[19] La Chine n'acceptant pas la double nationalité, de nombreux Chinois français sont obligés de demander des visas pour aller en Chine se marier ou commercer.

[20] Ainsi, en Guyane, un Chinois affiche avec fierté dans son bureau une photo sur laquelle il pose avec J. Chirac.

La Chine demeure un centre important. Point de la dispersion, elle n'en est pas moins un espace de destination. Les grossistes et les commerçants de bazars vont s'approvisionner là-bas. Les relations familiales, amicales sont entretenues, du moins pour les originaires du Zhejiang qui, venus plus récemment, ont conservé des liens avec leur pays. Certains viennent y chercher une épouse. La Chine est également un territoire de savoir, les jeunes s'y rendant pour étudier, notamment à Hong Kong où la famille peut les accueillir.

Ces exemples montrent que la circulation est essentiellement organisée autour d'une dynamique économique. On migre de Chine pour chercher une vie meilleure et tous les territoires traversés et/ou investis le sont autour de dispositifs économiques qui s'adaptent aux conditions économiques et sociales du pays dans lequel les entreprises sont montées. Pour reprendre E. Ma Mung « tout se passe comme si cette communauté était organisée par et autour de ses entreprises » (1992 : 176). C'est à partir des échanges économiques que s'organisent la vie sociale et la mobilité. Des entreprises sont créées par la famille, pour la famille mais ce n'est pas strictement de l'entreprenariat ethnique qu'il s'agit, dans la mesure où, bien que le capital soit familial et que les employés soient majoritairement chinois, les produits ne sont pas exclusivement destinés au monde d'appartenance chinois. L'exemple de Shung Hua est parlant. En mettant en place une filière de migration, sa volonté est non seulement d'aider ses camarades à profiter de son nouveau statut en Guyane mais aussi de les employer dans son entreprise. Ainsi, il leur assure le transfert vers leur nouvelle vie, du travail, un logement. L'échange se traduit par l'obligation de travailler pour lui et de se fournir exclusivement dans sa centrale d'achat lorsque l'autonomie est acquise par l'ouverture d'un bazar afin de compenser les frais engagés pour le passage. Selon nos informateurs, ce système offre un gain puisque leurs conditions de vie à Cayenne sont préférables à celles qu'ils auraient eues en Chine. À l'échelle des territoires étudiés, les dispositifs économiques mis en place ressemblent pour beaucoup à ce que note E. Ma Mung, à savoir « une organisation économique constituée de petites entreprises commerciales ou artisanales articulées entre elles à l'échelle locale sur les plans de l'approvisionnement, du financement ou de la main-d'œuvre, formant ainsi des sortes de clusters économiques locaux » (2009b : 112).

Territoires de vie

Ces pôles martiniquais et guyanais de dispersion font sens pour les Chinois. Ils y ont élaboré des espaces de vie, sans qu'il y ait de quartier spécifique à résonance ethnique. Ils sont au plus près de leurs entreprises, mais lorsque la réussite économique est là, quelques-uns achètent des maisons dans des quartiers résidentiels. Aujourd'hui, on repère dans le paysage urbain, aussi bien dans des quartiers populaires que dorénavant dans des zones artisanales, des commerces de proximité, des snacks et restaurants à la cuisine multiforme (« créole et chinoise » peut-on voir sur des enseignes) et de nombreux bazars. Ces derniers sont le plus souvent détenus par des originaires du Zhejiang qui n'hésitent pas à mettre en scène des éléments culturels rappelant la culture chinoise, lampions, figurines, etc.

En Guyane, l'association Fa Kia Kon So[21] de Cayenne créée sous l'impulsion des Hakkas et ses satellites en communes, créés par des Chinois du Zhejiang, se veut à la fois une vitrine du monde chinois mais aussi un espace de convivialité où se retrouver autour d'une même appartenance chinoise. Des cours de mandarin et des activités sportives sont proposés comme moment de partage et sont aussi destinés à transmettre une culture chinoise aux jeunes ou simplement à l'entretenir. On y organise des festivités pour le Nouvel An et parfois pour la Fête de la lune. Même si l'association est soumise à de fortes tensions ethniques, elle joue malgré tout un rôle fédérateur fondamental. À la Martinique, l'association chinoise tente d'impulser une dynamique même si, hormis la manifestation du Nouvel An, qui ne s'est pas déroulée depuis deux ans, et des cours de mandarin, elle peine à structurer cet univers social.

Les Chinois guyanais, qui se sont autoévalués numériquement et estiment être 10 000 personnes, se positionnent également sur l'échiquier politique, revendiquant une place dans l'architecture de cette société. Certains ont d'ailleurs joué un rôle comme maire ou conseiller départemental. Au contraire, à la Martinique, où, ils sont moins nombreux[22], les Chinois préfèrent la discrétion dans l'espace public et le fait qu'ils ne se soient pas autoévalués numériquement montre bien qu'il n'y a pas de stratégie identitaire à l'échelle du groupe.

[21] Cf. I. Dubost (2016) pour plus de détails.
[22] Ils n'ont pas fait ce travail d'autoévaluation.

Dans ces deux territoires, les Chinois ont participé à la création du monde urbain par l'implantation des boutiques et ils jouent un rôle économique toujours important. À la Martinique, une entreprise créée par un Hakka joue un rôle majeur dans l'économie insulaire. Cette réussite économique force l'admiration. Ainsi, la famille toujours détentrice de cette entreprise, joue un rôle d'identification : « *Pour nous, c'est quelqu'un* [le gérant] *qui a vraiment réussi. Pas comme nous, on travaille toujours dur et nous, on est toujours dans de petits magasins* ». Implantée depuis 1930, elle a diversifié ses activités au fil des générations d'une épicerie de proximité à un magasin de vente de pièces détachées auto jusqu'à une holding agissant aujourd'hui dans plusieurs secteurs d'activité, qui se déploie en Guyane et en Guadeloupe[23]. C'est aussi l'ancienneté de cette famille sur l'île qui lui confère ce statut privilégié. Lors du Nouvel An, la famille est à l'honneur avec ses propres invités politiques à sa table. Shung Hua en Guyane jouit également d'un statut particulier au sein du groupe. Les Chinois qui sont venus du Zhejiang grâce à lui ont une grande loyauté à son égard. Il est le passeur entre deux mondes, la Chine et la Guyane, celui d'une vie difficile à celui d'une vie offrant des opportunités, il est celui qui aide et à qui on est aussi redevable. Sa réussite est d'autant plus un modèle qu'il est à présent un dignitaire en Chine, et son retour au pays contribue probablement à cette aura car nombreux sont ceux dont de tels projets peinent à aboutir.

En effet, la Chine demeure un territoire de référence mais vécu différemment selon les appartenances. À la Martinique, les Hakkas descendants des pionniers n'entretiennent pas de liens avec la Chine, n'ont pas de liens familiaux, ne parlent pas la langue et découvrent ce territoire par le biais de voyages organisés. La rupture culturelle est forte, même si cela fait sens car c'est le lieu de l'origine. En Guyane, les liens et la langue sont conservés. Pour les Zhejiang, la Chine est un territoire d'origine certes, mais aussi un territoire de circulation et de retour effectif ou fantasmé, « idéal » pour reprendre l'expression d'E. Ma Mung (1994 : 108). Le choix matrimonial, qui a évolué au fil des générations, participe à ce projet migratoire. Des pionniers déjà mariés au pays ont vécu des séparations longues et ont eu des maîtresses, d'autres ont vécu en concubinage avec des Martiniquaises ou des Guyanaises, certains les ont épousées. On observe que de jeunes Zhejiang, ayant vécu en Guyane et récemment installés à la

[23] Cf. http://www.groupehohiohen.com.

Martinique, ont une tout autre pratique. En effet, ces jeunes hommes partent se marier en Chine, les femmes de la famille veillant à arranger ces mariages. Leurs épouses conservent leur nationalité sans désir de naturalisation alors que leurs maris sont français pour beaucoup. Cela relève, en effet, d'une stratégie familiale et économique. Non seulement c'est une manière de garder un lien avec le pays et sa culture mais cela permet aussi d'envisager un retour avec une épouse parlant la langue et ayant conservé ses réseaux familiaux, dans l'idée d'une implantation plus facile. En ce sens, des investissements immobiliers sont d'ores et déjà réalisés. Le retour est idéal pour le moment car en tant que Français ces jeunes ne peuvent séjourner plus de 90 jours avec un visa. La difficulté est grande pour leurs pères bientôt à la retraite qui rêvent de vieillir en Chine et ne peuvent le faire en tant que Français. Cette situation est douloureuse. La Chine est aussi le territoire qui permet de revitaliser l'appartenance culturelle. Les enfants partent y étudier, principalement à Hong Kong, de très jeunes enfants sont envoyés pour être élevés par des grands-parents afin de recevoir une éducation chinoise. Le lien est ainsi maintenu. Depuis 2001, l'État chinois mène une politique de rapprochement avec les Chinois d'outre-mer : des émissaires rencontrent les leaders associatifs au Suriname, en Guyane et à la Martinique, et convient ces derniers aux rassemblements de toutes les associations d'outre-mer en Chine.

CONCLUSION

Ces différents espaces traversés, investis, appropriés, supports de pratiques réelles ou symboliques[24], ancrages d'identifications sont bien un construit social. Ce maillage territorial, élaboré à partir de mobilités sans cesse réinventées s'inscrivant dans un projet migratoire, s'étend, se distend au gré des opportunités économiques, familiales et culturelles. Il est imprégné d'interactions élaborées au sein du groupe chinois mais aussi avec les autres Martiniquais et Guyanais. La question du financement de ces circulations s'impose. Celui-ci est-il possible grâce aux richesses accumulées ou grâce à des aides familiales, voire ethniques ? Cet article rend compte d'une ébauche de recherche autour de ces pratiques de mobilité qu'il nous faut poursuivre, affiner, afin d'en saisir toute la complexité. Car « il nous

[24] Vers un retour hypothétique.

faut croiser le ici et le là-bas mais encore l'entre-deux, fait de tant et tant de rencontres, de constructions sociales, symboliques ou factuelles, d'interactions minuscules ou généralisées » (Tarrius, 2009 : 51). Nous avons tenté de recoller les fragments de projets migratoires pour comprendre ce qui fait sens. De nombreux éléments donnent à penser que ces mobilités sous-tendent une diaspora. Nous observons effectivement une dispersion, une multipolarité et une interpolarité au cœur de ces territoires circulatoires pour reprendre la définition d'E. Ma Mung. Cependant, un travail d'analyse reste à réaliser autour du sentiment d'appartenance qui ne semble pas être partagé par tous les Chinois, ou du moins de la même manière, alors que « multipolarité de la migration et interpolarité des relations façonnent chez les individus et les communautés locales qu'ils constituent des sentiments d'appartenance multiples articulant des loyautés et des fidélités aux "pays d'origine" […] » (Ma Mung, 2009b : 99), ce qui participe à la construction d'une diaspora.

BIBLIOGRAPHIE

Berthomière W., Hily M. A., 2006, « Décrire les migrations internationales. Les expériences de la co-présence », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 22, n° 2, 67-82.

Cardin J. L., 1990, *L'immigration chinoise à la Martinique*, Paris, L'Harmattan.

Cardin J. L., Cuche D., "Chinese immigration in the French West Indies: focus on Martinique", Walton Look Lai (dir.), *Essays on the Chinese diaspora in the Caribbean*, Trinidad, University of the West Indies, p. 172-191.

Chan E., 2007, *Immigration chinoise en Guyane française : le sentiment d'appartenance dans une famille hakka de 1955 à nos jours*, mémoire de maîtrise de langues et cultures régionales sous la direction d'I. Dubost, Université des Antilles et de la Guyane.

Cortès G., Pesche D., 2013, « Territoire multisitué », *L'espace Géographique*, Tome 42, p. 289-292.

Dubost I., 2010 (dir.), *Histoire et mémoire des immigrations en régions, Martinique-Guadeloupe*, rapport en ligne, FASILD-ACSE, CRPLC–UAG-CNRS, http://barthes.ens.fr/clio/acsehmr/martrecit.pdf

Dubost I., 2016, « L'association chinoise Fa Kia Kon So de Guyane : enjeux de pouvoir, frontières ethniques et travail communautaire »,

G. Collomb et S. Mam Lam Fouck (dir.), *Mobilités, ethnicités, diversité culturelle : la Guyane entre Suriname et Brésil*, Matoury, Ibis Rouge, p. 233-255, https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01664080

Flory C., 2015*, De l'esclavage à la liberté forcée. Histoire des travailleurs africains engagés dans la Caraïbe française au XIXe siècle*, Paris, Karthala.

Giraud M., Dubost I., Calmont A., Daniel J., Destouches D., Milia Maire-Luce M., 2009, « La Guadeloupe et la Martinique dans l'histoire française des migrations en régions de 1848 à nos jours », *Hommes & Migrations*, *Histoires des immigrations : panorama régional*, vol. II, p. 174-197.

Laëthier M., 2011, « Le Suriname, passage vers la Guyane. D'un pays à l'autre dans la circulation migratoire des Haïtiens », *Les Cahiers de l'URMIS* n° 13, http://urmis.revues.org/951 (consulté le 28-4-2016).

Mam Lam Fouck S., 1999, *La Guyane française au temps de l'esclavage, de l'or et de la francisation 1802-1946*, Matoury, Ibis Rouge.

Ma Mung E., 1992, « Dispositif économique et ressources spatiales : éléments d'une économie de diaspora », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 8, n° 1, p. 175-193.

Ma Mung E., 1994, « Non-lieu et utopie : la diaspora chinoise et le territoire », *Espace géographique*, vol. 23, n° 2, p. 106-113.

Ma Mung E., 2009a, « Le point de vue de l'autonomie dans l'étude des migrations internationales : "penser de l'intérieur" les phénomènes de mobilité », F. Dureau et M. A. Hily (dir.), *Les mondes de la mobilité*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 25-38.

Ma Mung E., 2009b, « Le prolétaire, le commerçant et la diaspora », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 5, n° 1, p. 97-118.

Ma Mung E., 2012, « Migrations et transmigrations dans la diaspora entrepreneuriale chinoise », *Multitudes* 2012/2, n° 49, p. 53-61.

Marcus G., 2002, « Au-delà de Malinowski et après Writing Culture : à propos du futur de l'anthropologie culturelle et du malaise de l'ethnographie », *ethnographiques.org*, n° 1 – avril. http://www.ethnographiques.org/2002/Marcus.html (consulté le 20-10-2016).

Paul B. Tjon Sie Fat, 2009, *Chinese new migrants in Suriname. The inevitability of ethnic performing*, Amsterdam University Press.

Piantoni F., 2002, *Pouvoir national et acteurs locaux : l'enjeu des mobilités dans un espace en marge. Le cas de la Guyane française*, thèse de géographie, sous la direction de G. Simon, Université de Poitiers.

Tarrius A., 1993, « Territoires circulatoires et espaces urbains : différenciation des groupes migrants », *Les Annales de la recherche urbaine*, n°s 59-60, p. 51-60.

Tarrius A., 2009, « Intérêt et faisabilité de l'approche des territoires de circulations transnationales », Cortès G., Faret L., *Les circulations transnationales*, Paris, A. Colin.

Tarrius A., 2010, « Territoires circulatoires et étapes urbaines des transmigrant(e)s », *Regards croisés sur l'économie* 2 (n° 8), p. 63-70.

RÉSUMÉ

Surinam, Guyane, Caraïbe, Réunion, Chine… Tel est le territoire circulatoire que construisent les Chinois de Guyane et de Martinique, Hakkas originaires de Canton ou Zhejiang. Tous ont eu ou élaborent encore des mobilités sans cesse retravaillées autour de projets économiques. Mobilité qui se décline sous trois facettes. La première est celle de la migration initiale, marquant le départ du pays d'origine vers des horizons qui n'étaient pas toujours connus mais qui devaient répondre à la promesse d'une vie meilleure. La deuxième est celle de la circulation dans l'espace Caraïbe-Amériques mais aussi au-delà, parfois pour tester de nouveaux espaces de conquête commerciale. Enfin, la troisième facette est celle des échanges entretenus avec la Chine par le biais de déplacements familiaux et/ou économiques ou bien simplement fantasmés. Ainsi s'entremêlent dans cet espace bien des circulations, variables selon les séquences migratoires, selon les générations et selon les origines ethniques.

Mots-clés : Chinois ; Guyane ; Martinique ; mobilités ; territoires circulatoires.

ABSTRACT

Surinam, Guyana, the Caribbean, Reunion, China… This is the area of movement used by Chinese people in Guyana and Martinique,

the Hakkas from Canton or Zhejiang. The forms of their movement are continually being revised in line with economic projects. Their movement may be seen as having three aspects. The first is the initial migration, marking the departure from their home country towards a destination that was not always known, but which was to fulfil the promise of a better life. The second concerns movement in the Caribbean/Americas, but also beyond, sometimes in an attempt to try out new areas of commercial conquest. The third and last aspect involves exchanges undertaken with China through family and/or economic travel, or simply through the imagination. So, in this area many forms of movement intermingle and vary, according to the migratory sequences, according to the generation and ethnic origin.

Keywords: Chinese; Guyana; Martinique; mobility; Circulatory territories.